

# Ecole et citoyenneté : à quand un grand débat sur l'enseignement des sciences humaines ?

Jean-Louis Jadoulle, Professeur de didactique de l'histoire à l'Ulg

Publié sur La Libre.be, 5 février 2015

Depuis les attentats de Paris, la question de l'éducation de nos jeunes au « vivre ensemble » refait, à très juste titre, surface. Il apparaît en effet évident que, malgré tous les efforts actuellement déployés par les enseignants, l'Ecole n'a pas (plus), aujourd'hui, les moyens pédagogiques d'assurer une de ses missions essentielles : contribuer à la cohésion de la société, dans le respect de la diversité culturelle qui lui est désormais consubstantielle et, ce n'est pas inutile de le rappeler, gage de bien des richesses.

A fort juste titre, la réflexion s'est portée sur l'enseignement de la religion et des philosophies. Fort heureusement, il apparaît que les lignes, qui rendaient bien difficile une réforme des cours dits « philosophiques », sont en train de bouger. Mais il y aurait urgence, aussi, à ouvrir un autre débat, celui de l'enseignement des sciences humaines. Il faut en effet rappeler que l'histoire et la géographie ne sont enseignées qu'à raison d'une ou de deux leçons par semaine, selon les disciplines, les filières et les réseaux. La sociologie et l'économie ne sont enseignées que dans certaines options, sauf dans l'enseignement qualifiant ou, fort à propos, nos décideurs ont fait le choix de les imposer, à l'avenir, à tous les élèves du troisième degré, à travers un cours de formation économique et sociale. Quant au droit et à la science politique, ils sont confinés à quelques cours optionnels ou saupoudrés dans divers enseignements.

L'enseignement de la citoyenneté ne se limite en effet pas à la transmission de savoirs relatifs aux droits et devoirs du citoyen ou au fonctionnement de nos institutions. Suffit-il de connaître la teneur de la Déclaration universelle de 1948, pour être un démocrate, toujours sur le qui-vive et attentif au respect des droits de l'homme et à la sauvegarde de la démocratie ? Suffit-il d'avoir mémorisé quelles sont les compétences des entités fédérales et fédérées pour être conscient de l'importance du droit de vote ? Suffit-il d'être informé sur les mécanismes de la sécurité sociale pour devenir un citoyen solidaire ? Suffit-il de connaître les principes d'égalité et de non-discrimination qui fondent notre législation pour s'engager dans la lutte contre toutes les formes d'exclusion ? En matière de citoyenneté, « savoir que » est nécessaire, mais malheureusement insuffisant.

En effet, devenir citoyen suppose d'avoir pris conscience que les droits et libertés sont la résultante de processus longs et complexes : ils n'auraient pas vu le jour sans la mobilisation d'acteurs aux intérêts divergents. Quoi de plus efficace, dès lors, pour éduquer aux droits de l'homme, que d'étudier leur lente émergence et les combats que les générations précédentes ont dû mener pour les conquérir ? Ou de découvrir les témoignages de ceux qui, dans les années 1930-1940, se sont dressés contre le totalitarisme ?...

Devenir citoyen suppose aussi de s'approprier des outils intellectuels, c'est-à-dire des connaissances mais aussi des compétences qui permettront de comprendre la complexité du monde. Cet apprentissage exige une intégration plus importante des sciences humaines dans la formation des élèves. Comment cerner les enjeux liés à la transition énergétique ou éduquer les jeunes à des choix citoyens en matière de mobilité et de logement sans formation géographique ? Comment les aider à faire des choix éthiques au plan de leur consommation sans les alphabétiser au plan économique ? Comment les amener à se déterminer de manière autonome dans le contexte socio-politique agité de ces derniers mois sans les initier aux outils du sociologue et du politologue ? Comment les équiper pour qu'ils puissent se positionner, de manière libre et éclairée, face à des questions comme celles relatives à la sécurité, sans qu'ils ne se soient appropriés les fondements de nos institutions judiciaires et politiques ? Comment résister à la tentation des discours fallacieux de ceux pour qui l'étranger est un éternel profiteur, sans se souvenir que les migrants venus d'Italie et d'ailleurs le furent à la demande de notre gouvernement et de notre industrie charbonnière ?...

Concrètement, plutôt que d'ajouter un cours d'éducation citoyenne, il nous paraîtrait beaucoup plus réaliste et efficace de donner aux enseignants d'histoire et de géographie le temps d'apprentissage qui convient à la mission qu'on leur confie. Et, pourquoi pas, d'introduire, dans les filières de transition, une formation obligatoire en sciences sociales et économiques, à la hauteur du projet de former des citoyens critiques et autonomes.

La complexité de notre société et des défis à affronter en ce XXI<sup>e</sup> siècle oblige l'Ecole à donner à nos élèves les clés pour décoder et affronter cette complexité. Ces clés gisent au cœur des sciences humaines. La part qui leur est actuellement faite ne peut conduire qu'à un déficit de citoyenneté.

